

11.2 Croissance - Productivité

En 2017, la croissance française accélère nettement : le **produit intérieur brut (PIB)** progresse de 2,2 % en volume, après + 1,2 % en 2016. La consommation des ménages ralentit mais les dépenses d'investissement accélèrent de façon notable. La **contribution** de la **demande intérieure** hors stocks à la croissance du PIB en volume s'élève à + 1,8 point, après + 2,1 points. Le comportement de stockage des entreprises tout comme le commerce extérieur contribuent positivement à la croissance de l'activité.

En 2017, l'**investissement** de l'ensemble de l'économie augmente de 4,5 % en volume, après + 2,8 % en 2016. L'investissement des ménages progresse très fortement. Celui des **administrations publiques (APU)** croît également mais dans une moindre mesure. La croissance est principalement portée par les entreprises non financières (ENF) dont l'investissement, déjà dynamique en 2016, accélère encore en 2017. Les dépenses des ENF retrouvent des couleurs dans la construction et, surtout, restent vigoureuses dans l'information et la communication ainsi que dans les services aux entreprises.

La rémunération des salariés des **sociétés non financières (SNF)** accélère en 2017 et croît à un rythme identique à celui de leur **valeur ajoutée**. Les impôts sur la production nets des subventions s'accroissent également à un rythme proche de la valeur ajoutée. Ainsi, l'**excédent brut d'exploitation (EBE)**

augmente. Le taux de marge des SNF se stabilise pour s'établir, comme en 2016, à 31,9 %. Leur taux d'autofinancement progresse en 2017.

Continuant sur sa lancée de 2016, la **production** manufacturière accélère en 2017. Cette accélération concerne quasiment toutes les **branches d'activité**. La production dans la branche cokéfaction-raffinage rebondit. La production de matériel de transport accentue sa progression tout comme celle de biens d'équipement. La production des « autres industries » accélère légèrement également. Seule la production agroalimentaire ralentit quelque peu. En 2017, la production des services marchands accélère. Ce renforcement de la croissance est dû à l'ensemble des branches : commerce, activités financières, services aux entreprises, services de transport, hébergement-restauration, information-communication et logement. L'activité agricole, quant à elle, retrouve le chemin de la croissance. Enfin, après s'être stabilisée en 2016 après plusieurs années de baisse, la production dans la construction accélère franchement.

L'emploi total accentue sa progression en 2017, du fait de l'emploi salarié marchand. Ce dernier bénéficie de l'accélération de l'activité économique et retrouve ainsi de la vigueur. La **productivité** horaire **apparente du travail** de l'ensemble des branches de l'économie augmente de 1,2 %, après + 0,0 % en 2016. ■

Définitions

Produit intérieur brut (PIB) : résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières : la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels (SI) ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits ; la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services, plus les exportations, moins les importations ; la somme des emplois des comptes d'exploitation des SI.

Administrations publiques (APU), branche d'activité, contribution à l'évolution d'un agrégat, demande intérieure finale, excédent brut d'exploitation (EBE), institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM), investissement ou formation brute de capital fixe (FBCF), production, productivité apparente du travail, sociétés financières, sociétés non financières (SNF), solde du commerce extérieur, valeur ajoutée : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2018.
- « Les comptes de la Nation en 2017 – Le PIB accélère (+ 2,2 %, après + 1,2 %), le pouvoir d'achat des ménages augmente modérément », *Insee Première* n° 1697, mai 2018.
- « Stagnation de la productivité en France : héritage de la crise ou ralentissement structurel ? », *Économie et Statistique* n° 494-495-496, Insee, octobre 2017.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Comptes de la Nation en 2017

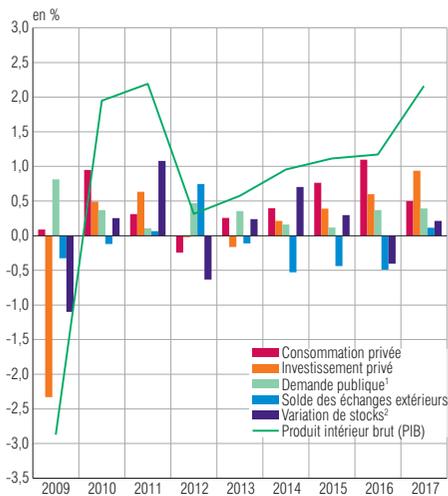
en %

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente chaînés			2017			
	15/14	16/15	17/16	en milliards d'euros	Évolution 17/16		Contribution à la croissance du PIB en volume
					des prix	en valeur	
Produit intérieur brut (PIB)	1,1	1,2	2,2	2 292	0,7	2,8	2,2
Importations de biens et services	5,9	3,0	4,0	733	2,1	6,2	1,2
Total des emplois finals	2,2	1,6	2,6	3 025	1,0	3,6	3,4
Consommation finale effective des ménages	1,4	2,0	1,1	1 593	1,1	2,2	0,8
<i>dont : dépense de consommation des ménages</i>	<i>1,5</i>	<i>2,1</i>	<i>1,0</i>	<i>1 191</i>	<i>1,3</i>	<i>2,2</i>	<i>0,5</i>
<i>dépense de conso. individualisable des administrations</i>	<i>1,3</i>	<i>1,7</i>	<i>1,7</i>	<i>354</i>	<i>0,3</i>	<i>2,1</i>	<i>0,3</i>
Consommation collective des administrations publiques	0,4	0,7	0,5	187	1,4	1,9	0,0
Formation brute de capital fixe	1,0	2,8	4,5	516	1,2	5,7	1,0
<i>dont : entreprises non financières</i>	<i>3,2</i>	<i>3,4</i>	<i>4,1</i>	<i>289</i>	<i>0,7</i>	<i>4,9</i>	<i>0,5</i>
<i>ménages</i>	<i>-1,5</i>	<i>2,8</i>	<i>5,6</i>	<i>121</i>	<i>1,9</i>	<i>7,6</i>	<i>0,3</i>
<i>administrations publiques</i>	<i>-4,6</i>	<i>0,2</i>	<i>1,4</i>	<i>78</i>	<i>1,7</i>	<i>3,1</i>	<i>0,0</i>
Variation de stocks ¹²	0,3	-0,4	0,2	22	///	///	0,2
Exportations de biens et services	4,6	1,5	4,5	708	0,8	5,3	1,3

1. Y c. les acquisitions moins cessions d'objets de valeur. 2. Contributions à la croissance du PIB pour la variation de stocks.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Contributions à la croissance du PIB en volume de 2009 à 2017



1. Y c. institutions sans but lucratif au service des ménages.

2. Y c. les acquisitions moins cessions d'objets de valeur.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Évolution de la productivité horaire apparente du travail par branche

en %

	15/14	16/15	17/16
Agriculture, sylviculture et pêche	2,0	-11,9	6,4
Ind. manufacturière, ind. extractives et autres	1,5	1,8	2,7
Ind. extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	-1,5	0,7	3,1
Fabr. de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	4,5	3,2	1,5
Cokéfaction et raffinage	8,7	30,0	1,0
Fabr. de machines et d'équip. électriques ¹	-0,7	1,9	5,1
Fabrication de matériels de transport	0,3	-0,4	5,3
Fabrication d'autres produits industriels	1,9	1,9	2,3
Construction	1,7	-0,1	3,2
Services principalement marchands	0,4	-0,1	0,6
Commerce, transports, héb. et restauration	1,3	0,1	2,3
Information et communication	1,6	1,1	4,0
Activités financières et d'assurance	-0,8	0,1	-6,3
Activités immobilières	2,1	-1,3	1,5
Act. scient. et tech. ; serv. adm. et de soutien	0,3	-0,2	0,0
Autres services	-1,8	2,3	0,6
Services principalement non marchands²	-0,3	-0,3	0,6
Ensemble	0,6	0,0	1,2

1. Y c. fabrication d'équipements électroniques et informatiques.

2. Regroupement « Admin. publique, Enseign., Santé humaine et action sociale ».

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Taux de croissance du PIB en volume dans quelques pays du monde

en %

Pays	16/15 (r)	17/16	Pays	16/15 (r)	17/16	Pays	16/15 (r)	17/16
Allemagne	1,9	2,2	Grèce (p)	-0,2	1,4	Rép. tchèque	2,5	4,3
Autriche	1,5	3,0	Hongrie	2,2	4,0	Roumanie (p)	4,8	6,9
Belgique	1,4	1,7	Irlande	5,1	7,8	Royaume-Uni	1,8	1,7
Bulgarie	3,9	(p) 3,6	Italie	0,9	1,5	Slovaquie	3,3	3,4
Chypre (p)	3,4	3,9	Lettonie	2,2	4,5	Slovénie	3,1	5,0
Croatie	3,5	2,8	Lituanie	2,3	3,8	Suède	3,2	2,3
Danemark	2,0	2,3	Luxembourg	3,1	2,3	UE	2,0	2,5
Espagne (p)	3,3	3,1	Malte	5,2	6,4	Islande	7,5	3,6
Estonie	2,1	4,9	Pays-Bas	2,2	(p) 3,2	Norvège	1,1	1,9
Finlande	2,1	2,6	Pologne	3,0	4,6	Suisse	1,4	1,1
France (p)	1,2	2,2	Portugal	(p) 1,6	2,7			

Source : Eurostat (extraction du 6 juillet 2018).

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Titre de la double-page

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots ou expressions

en gras et en couleur
sont définis plus bas
ou dans la rubrique

« Définitions » en annexes

Une présentation

synthétique sur
chaque double-page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page

Toutes les définitions
sont regroupées dans
la rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables gratuitement
pour approfondir le sujet

Adresses des sites Internet
à retrouver dans la rubrique
« Adresses utiles » en annexes

Après une accélération en janvier 2017 à +1,3 %, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** baisse progressivement jusqu'en juillet 2017 avant de remonter régulièrement au second semestre pour atteindre +1,2 %, fin 2017. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit globalement le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. De même, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), remonte très lentement de février à décembre 2017, passant de +0,2 % à +0,6 % fin 2017.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent davantage en 2017 qu'en 2016 (+1,0 %, après +0,2 % entre 2015 et 2016) : l'inflation atteint ainsi un niveau supérieur à celui de 2013. Ce dynamisme reflète un vif rebond des prix de l'énergie et une accélération des prix de l'alimentation et du tabac. Seul un recul un peu plus prononcé des prix des produits manufacturés modère la hausse de l'inflation, alors que les prix des services croissent au même rythme qu'en 2016.

Après trois années de baisse consécutive, les prix des produits énergétiques sont en forte hausse en 2017 (+6,2 % en moyenne, après -2,8 %) en lien avec la fiscalité accrue sur les carburants en janvier 2017 et la remontée du cours moyen du Brent. Tous les prix des produits pétroliers rebondissent nettement :

combustibles liquides (+17,3 % en moyenne), gazole (+11,7 %) et essence (+5,8 %). Les prix du gaz participent aussi à la hausse de l'inflation énergétique (+4,6 %, après -7,6 % en 2016). En revanche, les prix de l'électricité ralentissent (+0,4 %, après +3,1 %).

En 2017, les prix des produits alimentaires (y compris boissons, alcoolisées ou non) augmentent plus rapidement qu'en 2016 (+1,0 % en moyenne, après +0,6 %), avec une nette accélération des prix des produits alimentaires hors produits frais. Après deux années de faible hausse, les prix du tabac augmentent davantage : +2,7 % entre 2016 et 2017 en lien avec le relèvement des taxes.

En 2017, les prix des produits manufacturés diminuent (-0,6 % en moyenne, après -0,5 % en 2016). Ceux des articles d'habillement et de chaussures sont stables. Le recul des prix des produits de santé se poursuit pour la quatrième année consécutive. Enfin, les prix des autres produits manufacturés baissent (-0,2 % en moyenne en 2017, après -0,1 %).

L'inflation dans les services est inchangée en 2017, à +1,0 %, comme en 2016. Les prix des services de transport rebondissent nettement (+2,0 %, après -1,5 %). Ceux des services de santé augmentent vivement à la suite de la revalorisation des tarifs de consultation (+1,3 %, après +0,2 %). En revanche, les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2017, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Quant aux prix des services de communication, ils se replient fortement, après trois années de hausse. ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « 2017 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 102, Eurostat, juin 2018.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2017 », *Informations rapides* n° 8, Insee, janvier 2018.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne, ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2017

en % — Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16		Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16	
	2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²		2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	1,0	1,2		Transport	1 451	3,1	2,8	
Ensemble (hors tabac)	9 812	1,0	1,1		Achats de véhicules	362	0,7	1,7	
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 435	1,1	1,4		Utilisation de véhicules personnels	801	4,5	3,9	
Produits alimentaires	1 311	1,1	1,5		Services de transport	288	2,0	1,1	
Boissons non alcoolisées	124	0,6	0,7		Communications	285	-4,2	-4,2	
Boissons alcoolisées et tabac	380	1,6	3,3		Services postaux	17	3,8	3,8	
Boissons alcoolisées	192	0,6	0,7		Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-8,6	-5,0	
Tabac	188	2,7	6,0		Services de téléphonie et de télécopie	225	-4,0	-4,6	
Habillement et chaussures	447	0,1	0,0		Loisirs et culture	894	0,3	0,5	
Habillement	357	0,1	0,0		Équipements audio-visuels, photo et informatiques	138	-2,2	-1,2	
Chaussures y c. réparation	90	-0,2	-0,1		Autres biens durables (loisirs)	46	-1,4	1,5	
Logement, chauffage, éclairage	1 418	1,6	1,4		Autres articles et équip. de loisirs	242	-0,2	0,3	
Loyers d'habitation	629	0,2	0,2		Services récréatifs et culturels	309	1,1	1,2	
Entretien et réparation courante du log.	172	1,5	1,6		Presse, livres et papeterie	140	1,9	2,0	
Distribution d'eau et autres services	159	1,4	1,5		Voyages touristiques tout compris	19	1,7	-6,0	
Chauffage, éclairage	458	3,7	2,9		Éducation	4	1,2	0,6	
Meubles, équip. ménager, entretien maison	530	-0,2	-0,1		Hôtellerie, cafés, restaurants	752	1,6	1,4	
Meubles, tapis, revêtements de sol	154	-0,2	0,0		Restauration et cafés	587	1,4	1,2	
Articles de ménage en textile	39	0,9	1,2		Services d'hébergement	165	2,4	2,0	
Appareils ménagers	87	-2,0	-2,2		Autres biens et services	1 341	1,1	1,2	
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,4	0,9		Soins personnels	278	0,3	0,2	
Outils pour la maison et le jardin	50	-0,5	0,0		Effets personnels (non définis ailleurs)	119	0,9	1,1	
Entretien courant de l'habitation	130	0,4	0,4		Protection sociale	485	0,9	1,0	
Santé	1 063	-0,2	0,5		Assurances	296	2,1	2,3	
Médicaments et produits pharmaceutiques	463	-2,0	-1,7		Services financiers	38	2,5	2,2	
Médecine non hospitalière	600	1,3	2,2		Autres services	125	0,9	1,1	

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
 2. Évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
- Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Note : base 100 en 2015.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

HausSES		Baisses	
	17/16		17/16
Combustibles liquides	+ 11,1	Pommes de terre	-10,8
Gazole	+ 9,4	Forfaits touristiques	-6,0
Médecines généralistes	+ 7,8	Luminières	-5,4
Fruits frais	+ 6,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	-5,0
Huiles et graisses	+ 7,4	Matériel de nettoyage	-5,0
Tabac	+ 6,0	Appareils de transformation d'aliments	-5,0
Esence	+ 5,3	Appareils de cuisson	-4,2
Hydrocarbures liquéfiés (butane, propane, etc.)	+ 5,1	Matériel de traitement de l'information	-3,9
Services postaux	+ 3,8	Appareils photo et caméras	-3,8
Journaux et publications périodiques	+ 3,8	Tapis et moquettes	-3,4

Champ : France hors Mayotte. Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les Dom sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1991 à 2017

par rapport à l'année précédente en %



Champ : France hors Mayotte. Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

	17/16	17/16	
Allemagne	1,6	Lettonie	2,2
Autriche	2,3	Lituanie	3,8
Belgique	2,1	Luxembourg	1,6
Chypre	-0,4	Malte	1,3
Espagne	1,2	Pays-Bas	1,2
Estonie	3,8	Portugal	1,6
Finlande	0,5	Slovaquie	2,0
France	1,2	Slovénie	1,9
Grèce	1,0	Zone euro	1,7
Irlande	0,5	UE	1,4
Italie	1,0		

Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Eurostat (extraction du 24 mai 2018).

Des données de cadrage européennes ou mondiales